

Le couperet sur les acquis sociaux : l'exemple allemand

Par **Éric Toussaint**

Le modèle allemand comme produit de l'offensive néolibérale

Les patrons allemands, aidés par le gouvernement socialiste de Gerhard Schröder en 2003-2005, ont réussi à imposer des sacrifices aux travailleurs. L'étude « En finir avec la compétitivité » publiée conjointement par ATTAC et la Fondation Copernic résume ainsi les grandes étapes des atteintes aux conquêtes des travailleurs d'Allemagne et à leurs droits sociaux et économiques : « Les lois Hartz (du nom de l'ex-Directeur des Ressources Humaines de Volkswagen et conseiller de Gerhard Schröder) se sont

échelonnées entre 2003 et 2005. Hartz I oblige les chômeurs à accepter l'emploi qui leur est proposé, même pour un salaire inférieur à leur indemnité chômage. Hartz II institue des mini-jobs à moins de 400 euros mensuels (exemptés de cotisations sociales salariées). Hartz III limite à un an le versement des allocations chômage pour les travailleurs âgés et en durcit les conditions d'attribution. Hartz IV fusionne l'allocation chômage de longue durée et les aides sociales, et les plafonne à 345 euros par mois. Aux lois Hartz s'ajoutent les réformes successives des retraites et du système d'assurance-maladie : retraite par capitalisation (retraites Riester) ; hausse des cotisations, report de l'âge légal de départ à la retraite (objectif 67 ans en 2017). » Les auteurs

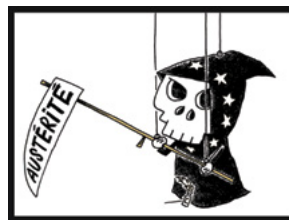
de cette étude soulignent : « L'ensemble de ces réformes a conduit à une impressionnante montée des inégalités sociales. C'est un aspect souvent oublié du 'modèle allemand' et cela vaut donc la peine de donner quelques chiffres détaillés. L'Allemagne est devenue un pays très inégalitaire : un avant-projet de rapport parlementaire sur la pauvreté et la richesse¹ vient d'établir que la moitié la plus pauvre de la société possède seulement 1% des actifs, contre 53 % pour les plus riches. Entre 2003 et 2010, le pouvoir d'achat du salaire médian a baissé de 5,6 %. Mais cette baisse a été très inégalement répartie : - 12 % pour les 40 % de salariés les moins bien payés, - 4 % pour les 40 % de salariés les mieux payés².

Les données officielles montrent que la proportion de bas salaires est passée de 18,7 % en 2006 à 21 % en 2010 et cette progression des bas salaires – c'est à souligner – se fait pour l'essentiel en Allemagne de l'Ouest. »

Selon la même étude, en 2008, le nombre de salariés a augmenté de 1,2 million par rapport à 1999, mais cette progression correspond à une augmentation de 1,9 million du nombre d'emplois précaires, et donc à une perte d'un demi-million d'emplois CDI à plein temps. Un quart des salarié(e)s occupent aujourd'hui un emploi précaire, et cette proportion (la même désormais qu'aux États-Unis) monte à 40 % chez les femmes. « Les emplois salariés précaires sont majoritairement (à 70 %) destinés aux femmes³. La proportion

de chômeurs indemnisés a chuté de 80 % en 1995 à 35 % en 2008 et toutes les personnes au chômage depuis plus d'un an ont basculé vers l'aide sociale ».

Comme le note Arnaud Lechevalier, cette évolution s'inscrit « dans un contexte plus général d'érosion de la protection des salariés par les conventions collectives : la part des salariés couverts a baissé de 76 % à 62 % en dix ans et ces conventions ne concernaient plus que 40 % des entreprises allemandes en 2008. De plus, les syndicats ont dû concéder de multiples dérogations aux conventions collectives de branche au niveau des entreprises »⁴.



Les arrières-pensées des dirigeants et des patrons européens

Quand on tente d'expliquer l'attitude actuelle des dirigeants allemands face à la crise de l'Eurozone, on peut émettre l'hypothèse qu'une des leçons qu'ils ont tirées de l'absorption

1 Lebenslagen in Deutschland. Entwurf des vierten Armuts- und Reichstumsberichts der Bundesregierung, projet du 17 septembre 2012, <http://gesd.free.fr/arb912.pdf>

2 Karl Brenke et Markus M. Grabka, « Schwache Lohnentwicklung im letzten Jahrzehnt », DIW Wochenbericht, n° 45, 2011, <http://gesd.free.fr/brenke11.pdf>

3 Source : destatis.de (Office fédéral allemand de statistique).

4 Arnaud Lechevalier, « Un modèle qui ne fait guère envie », Alternatives économiques, n° 300, mars 2011, <http://gesd.free.fr/allmodel.pdf> cité par ATTAC et Fondation Copernic

de l'Allemagne de l'Est au début des années 1990, c'est que les disparités très fortes entre travailleurs peuvent être exploitées pour imposer une politique pro-patronale très forte. Les privatisations massives en Allemagne de l'Est, les atteintes à la sécurité de l'emploi des travailleurs de l'ex-RDA combinée à l'augmentation de la dette publique allemande due au financement de cette absorption (qui a servi de prétexte pour imposer les politiques d'austérité) ont permis d'imposer des reculs très importants aux travailleurs d'Allemagne, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Les dirigeants allemands actuels se disent que la crise de la zone euro et les attaques brutales imposées au peuple grec et à d'autres peuples de la Périphérie sont l'occasion d'aller encore plus loin et de reproduire d'une certaine manière à l'échelle européenne ce qu'ils ont fait en Allemagne. Quant aux autres dirigeants européens des pays les plus forts et aux patrons des grandes entreprises, ils ne sont pas en reste, ils se félicitent de l'existence d'une zone économique, commerciale et politique commune où les transnationales européennes et les économies du Nord de la zone euro tirent profit de la débâcle du Sud pour renforcer la profitabilité des entreprises et marquer des points en terme de compétitivité par rapport à leur concurrents nord-américains et chinois. Leur objectif, au stade actuel de la crise, n'est pas de relancer la croissance et de réduire les asymétries entre les économies fortes et les faibles de l'UE. Ils considèrent en outre que la débâcle du Sud va se traduire par des opportunités de privatisations massives d'entreprises et de biens publics à des prix bradés. L'intervention de la Troïka et la complicité active des gouvernements de la Périphérie les y aident. Le grand Capital des pays de la Périphérie est favorable à ces politiques car il compte bien lui-même obtenir une part d'un gâteau qu'il convoitait depuis des années. Les privatisations en Grèce et au Portugal préfigurent ce qui va arriver en Espagne et en Italie où les biens publics à acquérir sont beaucoup plus importants vu la taille de ces deux économies.